

# RDCongo/Elections générales du 30 décembre

## Une décision de l'UA sans précédent qui braque Kinshasa

AFP  
Kinshasa/RDCongo

*L'organisation continentale veut y envoyer une délégation de haut niveau en même temps qu'elle demande à la Cour constitutionnelle de suspendre la proclamation des résultats électoraux.*

UNE décision sans précédent de l'Union africaine (UA) mettant en cause le résultat de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) a braqué hier le gouvernement congolais et le vainqueur proclamé et contesté, l'opposant Félix Tshisekedi.

Souvent qualifié de "syndicat des chefs d'État" défendant les pouvoirs en place, l'UA a demandé à la Cour constitutionnelle la "suspension" de la proclamation des résultats électoraux définitifs parce que ceux annoncés par la Commission électorale (Céni) sont entachés de "doutes sérieux".

"Cet appel lancé par l'UA est une première dans l'histoire de l'institution et souligne le niveau d'incrédulité des partenaires de la RDC vis-à-vis des résultats annoncés par la commission électorale la semaine dernière", a commenté sur Twitter l'analyste Adeline Van Houtte.

Selon ces résultats provisoires proclamés le 10 janvier, l'opposant Félix Tshisekedi a remporté



Photo : AFP

En réclamant la suspension des résultats électoraux, l'Union africaine a pris une initiative sans précédent qui irrite Kinshasa.

l'élection présidentielle, tandis que le chef de l'État sortant Joseph Kabila garderait une confortable majorité à l'Assemblée nationale (au moins 350 députés sur 500). L'autre opposant Martin Fayulu dénonce un "putsch électoral" et revendique la victoire avec 61% des voix. L'UA veut aussi envoyer lundi à Kinshasa une délégation de haut-niveau conduite par le président de la Commission de l'UA, le Tchadien Moussa Faki, et le président en exercice de l'UA, le chef de l'État rwandais Paul Kagame, régulièrement accusé d'ingérence en RDC. "Je doute de la crédibilité de M. Kagame quant à ses qualités de démocrate", a accusé l'avocat Peter Kazadi, directeur de cabinet adjoint de Félix Tshisekedi, dans une interview avec l'AFP.

"Nous trouvons ça scandaleux, ça n'a aucun fondement juridique", a-t-il ajouté au sujet de la décision de l'UA. "C'est une grande surprise. C'est une première à ma connaissance. C'est inacceptable".

"Je ne pense pas qu'il appartienne au gouvernement ou même à l'Union africaine de dire à la Cour ce qu'elle doit faire", a déclaré de son côté à l'AFP le porte-parole du gouvernement Lambert Mende.

"Je ne sais pas s'il y a des pays où on peut interférer comme ça dans une procédure légale", a ajouté M. Mende, également ministre de la Communication et des Médias.

Pour sa part, le candidat malheureux de l'élection présidentielle, l'autre opposant Martin Fayulu, a salué la prise de position de l'UA prise à l'issue d'une réunion de chefs d'État

jeudi.

"Nous remercions les chefs d'Etat et de gouvernement ayant participé à la réunion de Haut Niveau sur la situation en #RDC pour leur implication et leur soutien à la manifestation de la #VéritéDesUrnes", a réagi la coalition Lamuka.

"Le seul moyen de dissiper ces doutes, c'est le recensement des voix pour respecter la souveraineté du peuple congolais", a déclaré M. Fayulu également sur Twitter.

Les propres estimations de l'influente Église catholique et celles du Groupe des experts sur le Congo (GEC) associé à quelques médias internationaux, à partir de documents qui auraient fuité de la Céni, le donnent tous vainqueur avec environ 60% des voix. L'initiative de l'UA risque de modifier encore une fois le calendrier électoral

congolais, après la proclamation de la victoire de M. Tshisekedi et les contestations de M. Fayulu.

La prestation de serment du nouveau président de la République est prévue mardi d'après le dernier calendrier de la Commission électorale.

D'ici là, la Cour constitutionnelle doit statuer sur le recours de M. Fayulu et proclamer les résultats définitifs – une annonce qui était attendue pour hier ou aujourd'hui. La Cour a mis sa décision en délibéré mardi soir.

Avec ce communiqué explosif, l'UA s'est montrée plus audacieuse que les Nations unies et l'Union européenne qui avaient "pris note" des résultats provisoires en appelant les Congolais à éviter toute contestation violente.

La RDC tient depuis des mois un discours souverainiste et a répété qu'elle voulait organiser ses élections sans aide étrangère ni ingérence extérieure.

La RDC et le Rwanda entretiennent des relations complexes depuis 25 ans. Des accrochages sporadiques ont eu lieu en 2018 à la frontière entre les deux pays.

Le Rwanda, régulièrement accusé de voler le coltan congolais dans le Nord Kivu, a soutenu en 1997 le renversement du maréchal Mobutu par Laurent-Désiré Kabila, père de l'actuel président, avant un retournement d'alliance.

### L'Afrique en bref

• **Bénin/Justice. Un ancien ministre mis en liberté conditionnelle en Espagne**

Komi Koutché, ancien ministre d'Etat du Bénin en charge des Finances sous l'ancien président Boni Yayi, a été remis en liberté par les autorités espagnoles, a-t-on appris hier auprès de ses proches.

• **Libye/Conflit. Un dirigeant d'Al-Qaïda tué dans le Sud**

L'Armée nationale libyenne (ANL), autoproclamée et dirigée par l'homme fort de l'est libyen Khalifa Haftar, a affirmé hier à l'AFP avoir tué un dirigeant d'Al-Qaïda en Libye, Abdel Monem al-Hasnaoui, alias Abou Talha (al-Libi)", dans le sud-ouest du pays.

### A travers le monde

• **Etats-Unis-Corée du Nord/Diplomatie. Rencontre cruciale à Washington**



Photo : AFP

Avec un dossier nucléaire dans l'impasse, le bras droit de Kim Jong Un, Kim Yong Chol, a été accueilli hier à Washington par le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo pour des entretiens cruciaux en vue d'un nouveau sommet entre Donald Trump et le dirigeant nord-coréen.

• **Israël/Roumanie/Diplomatie. Netanyahu presse Bucarest de transférer son ambassade à Jérusalem**

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a de nouveau appelé hier son homologue roumaine Viorica Dancila, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne, à transférer l'ambassade de son pays à Jérusalem.

• **Royaume-Uni/Diplomatie. Brexit. May informe l'UE des "prochaines étapes"**

La Première ministre britannique Theresa May s'est entretenue hier au téléphone avec les dirigeants de l'Union européenne pour les tenir au courant de ses tractations avec l'opposition, qui visent à trouver un compromis politique sur les modalités du Brexit.

• **Syrie/Attentat. 11 morts à Idleb**

Au moins 11 personnes, dont sept jihadistes, ont été tuées hier dans une attaque à la bombe visant le groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS) dans le nord-ouest de la Syrie, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

## Zimbabwe/Troubles

# L'Onu dénonce l'usage "excessif" de la force

AFP  
Genève/Suisse

L'ONU a dénoncé hier l'"usage excessif de la force" par les forces de sécurité au Zimbabwe lors de la répression de la fronde sociale qui agite ce pays, appelant les autorités à entamer un "dialogue" avec la population.

"Nous sommes profondément préoccupés par la crise socioéconomique qui sévit au Zimbabwe et par la répression des grandes manifestations dans le pays", a déclaré une porte-parole du Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'Homme, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève.

"Nous appelons le gouvernement à trouver des moyens d'engager le dialogue avec la population au sujet de leurs griefs légi-

times", a-t-elle poursuivi. L'Onu demande également aux autorités de mener des enquêtes sur les violences, y compris sur les "allégations de recours excessif à la force par les forces de sécurité", et a demandé la libération immédiate des personnes détenues pour avoir exercé leur droit à la liberté de réunion pacifique.

Le Zimbabwe a été le théâtre en début de semaine de violentes manifestations contre la forte hausse des prix des carburants à la pompe décrétée samedi par son gouvernement, dans un pays dévasté par une grave crise économique.

La grève générale déclenchée par le principal syndicat du Zimbabwe (ZCTU) a été sévèrement réprimée par la police et l'armée, qui quadrillaient toujours jeudi les rues du centre de Harare et de Bulawayo (sud), les deux principales



Photo : AFP/L'Union

Les forces de l'ordre auraient eu la main lourde dans la répression des manifestations. Ce que déplore l'Onu.

villes du pays, selon des journalistes de l'AFP.

Mme Shamdasani a expliqué que le Haut-Commissariat est "préoccupé par les informations sur l'usage excessif de la force, y compris l'usage de balles réelles, par les forces de sécurité zimbabwéennes pendant les manifestations".

Elle a signalé que des manifestants avaient brûlé des pneus, utilisé des

pierres pour barricader des routes et empêché des autobus d'emmener des passagers et que des bâtiments avaient été incendiés et pillés. "La police a réagi par la force", a indiqué la porte-parole, précisant que "des rapports crédibles font état d'un certain nombre de morts, dont un policier, et de nombreux autres blessés".

Les autorités ont jusque-là

officiellement reconnu la mort de trois personnes, dont un policier.

Mais de nombreuses ONG locales et l'opposition assurent que le nombre des victimes est bien supérieur, citant des chiffres allant jusqu'à au moins 16 morts.

Le ministre de la Sécurité, Owen Ncube, a annoncé mercredi soir que plus de 600 personnes avaient déjà été arrêtées.

• **Internet coupé, Manawire au tribunal.**

Le régime zimbabwéen a continué hier à lutter contre la fronde provoquée par l'augmentation des prix des carburants en coupant de nouveau l'internet, un outil d'"incitation à la violence", selon les autorités, qui a valu à l'opposant Evan Mawarire une autre comparution au tribunal.